

# Greenpeace s'élance à l'abordage du TTIP

- ▶ L'ONG révèle des documents confidentiels issus des négociations en cours.
- ▶ « Danger ! », assène Greenpeace.
- ▶ Tempête dans un verre d'eau, réplique la Commission...
- ▶ ... qui a toutefois du souci à se faire.

**L**e coup est fumant, signé Greenpeace ! L'organisation écologiste a publié lundi quelque 248 pages de « documents secrets », censés révéler

l'état de la négociation du TTIP, le Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement entre l'Union européenne et les Etats-Unis. Et pour l'ONG internationale, la conclusion ne fait pas l'ombre d'un pli : « La négociation doit cesser », a asséné Jorgo Riss, le directeur de Greenpeace UE, au cours d'une conférence de presse à Bruxelles. « Les négociateurs ne négocient pas dans l'intérêt du public », tranche-t-il.

Le point de vue n'est pas neuf, dans le chef d'une ribambelle d'acteurs de la société civile. Ceux-là répètent à l'envi que le projet fait

la part trop belle au *big business*. Ce qui est neuf, en revanche, c'est que le verdict de l'organisation non gouvernementale environnementaliste se fonde sur des documents de synthèse confidentiels. Ils ont été rédigés par les négociateurs à l'issue de l'avant-dernier cycle de négociation entre les deux rives de l'Atlantique, le douzième du genre, fin février. Et ces documents ont été « fuités », transmis par une source soigneusement tenue secrète par l'ONG, à sa branche aux Pays-Bas. Un « TTIPleaks », qui vient s'ajouter à la vague (vogue) récente de révélations dues à de discrets « lanceurs d'alerte » - des Panama Papers à LuxLeaks en passant par SwissLeaks ou WikiLeaks...

## Une toute première fuite

Greenpeace ne cache d'ailleurs pas avoir passé « beaucoup de temps » à reformater les documents pour éviter que l'« en-

quête », déjà promise par la Commission européenne, ne puisse remonter à sa source. Seule une poignée d'élus nationaux et les députés européens (outre les ministres concernés) ont accès à ces textes « consolidés », qui ne peuvent être consultés que dans des salles de lecture sécurisées, en respectant des règles strictes de confidentialité - pas question de

photocopier, par exemple.

C'est en tout cas la première fois que des documents « consolidés » sont divulgués. Ces documents confidentiels reflètent les projets de compromis entre les deux parties. Greenpeace a pu mettre la main sur les propositions européennes et américaines portant sur 13 chapitres de la négociation, soit environ deux tiers du champ

de la négociation, selon l'ONG. L'organisation s'est concentrée sur l'analyse des secteurs « sur lesquels nous avons une expertise » : principalement l'environnement et la santé publique.

Quelles que soient les divergences parfois persistantes entre Européens et Américains, la « position européenne est assez mauvaise et l'américaine est pire ! », analyse Greenpeace. Or, si la négociation est loin d'être conclue, cet état des lieux à « la mi-temps », comme le dit la Commission, montre bien l'orientation prise par les pourparlers. Pour Riss, elle est « clairement à l'encontre des intérêts des Européens, s'agissant de la santé publique et de l'environnement ». A titre d'exemple, l'ONG regrette que le sacro-saint principe de précaution cher aux Européens ne se trouve pas noir sur blanc dans les documents, tandis que les Américains partent du principe que, si risque il y a, il faut surtout tenter de... le minimiser.

## Le consommateur toujours protégé, jure la Commission

« Aucun accord commercial conclu par l'Union européenne n'abaissera jamais notre niveau de protection des consommateurs, ou la sécurité alimentaire, ou l'environnement, s'est empressée de réitérer la commissaire européenne au Commerce Cecilia Malmström. Les accords commerciaux ne changeront pas nos lois sur les OGM, ou sur la façon de produire du bœuf, ou comment protéger l'environnement ». La

Commission souligne que ces textes consolidés ne constituent pas le « résultat » de la négociation, mais bien l'avancement des positions respectives.

Dans certains domaines, « nous ne sommes tout simplement pas d'accord », ajoute la Commission. Mais pourquoi alors, interroge Greenpeace, vouloir conclure un accord au champ d'application à peu près total, de l'agriculture à la régulation, en passant par la chimie ou un tribunal spécifique pour le règlement des différends entre investisseurs privés et Etats ? « Si on trouve qu'une certification commune des ceintures de sécurité est utile, pourquoi ne pas se borner à conclure un accord sur cet aspect-là ? », conclut l'ONG. ■

PHILIPPE REGNIER

## l'impact Une nouvelle épine dans le pied des négociateurs

**S**ont-ils vraiment une « tempête dans un verre d'eau », ces « titres alarmistes » sur le TTIP, comme l'affirmait lundi sur son blog la commissaire européenne en charge de la négociation, Cecilia Malmström ? C'est, à première vue, tout le contraire, ainsi que son négociateur en chef, l'Espagnol Ignacio Garcia Bercero, a bien dû en convenir, lundi midi face à la presse, pour un rare briefing « on the record » : « Cela nous préoccupe certainement ».

La fuite orchestrée par Greenpeace « n'est pas bonne pour la confiance entre négociateurs », souligne Bercero. Les positions américaines sont pourtant parfaitement connues des Européens, et réciproquement. Alors, où est le problème ? L'alerte lancée à l'opinion publique ? « Cela ne pose pas le moindre problème s'agissant de la position de l'Union européenne », répond Bercero au *Soir*. Car tout était public (la Commission s'est engagée à publier régulièrement ses

propositions soumises aux négociateurs américains, NDLR) et rien n'est ajouté par Greenpeace. Mais toute négociation repose sur la confiance mutuelle et le respect de la position de l'autre ». Et c'est bien là que le bât blesse : « Les Etats-Unis ne voulaient pas que ses positions soient rendues publiques », souligne le négociateur

européen. Un porte-parole de son homologue américain Dan Mullaney s'est d'ailleurs empressé de qualifier les analyses de l'ONG d'« au mieux trompeuses et au pire totalement erronées ». A dire vrai, les Américains sont furax.

### « Toute négociation repose sur la confiance mutuelle »

GARCIA BERCCERO, NEGOCIATEUR EN CHEF

Voilà qui ne devrait pas faciliter un rapprochement des points de vue. Encore moins la conclusion de cet accord à l'ambition inédite - la candidate démocrate à la Maison-Blanche Hillary Clinton a un jour dit qu'il s'agissait de créer sur le

front économique l'équivalent de l'Otan... « Il y a encore beaucoup de travail à faire », a encore reconnu lundi Bercero - cela coïncide par exemple sur les tarifs douaniers pour les produits agricoles ou l'accès pour les entrepreneurs européens aux appels d'offres publics lancés par des Etats américains.

Un 13ème « round » de négociation d'une semaine s'est achevé vendredi dernier à New York. Le précédent, deux mois plus tôt, avait eu lieu à Bruxelles. Et il y aura encore une session en juillet, avant le *break* de l'été - la course contre la montre est plus qu'engagée et déjà perdue pour de nombreux observateurs - pour ficeler au moins un

accord « politique » avant le départ du président Obama, à la fin de l'année. Car, du côté de ses successeurs potentiels, tant démocrates (Clinton, Sanders) que républicains (Trump, Cruz), aucun de ces candidats en campagne ne s'affiche partisan de la conclusion d'un TTIP, tandis que la ratification

d'un accord similaire déjà conclu avec une dizaine de pays de l'Asie-Pacifique reste en rade... Du côté de la Commission, qui en a fait sa grande affaire, on entend bien cravacher pour arriver à bon port cette année encore, mais « pas au prix du contenu : il faut un accord équilibré », insiste Bercero.

Il n'y a, en réalité, pas de délai fixe pour conclure. Sur le front multilatéral, une négociation libre-échangiste est en cours à l'OMC depuis... 2001. La dernière fois qu'Européens et Américains ont pu se mettre d'accord, c'était il y a plus de vingt ans (l'Uruguay Round). Aujourd'hui, les opinions publiques, de part et d'autre de l'Atlantique, sont de plus en plus remontées contre le TTIP - et les politiques, qui auront à ratifier l'accord, ne sont pas sourds. Et aux Pays-Bas, d'où vient la fuite de Greenpeace, d'aucuns fomentent déjà l'organisation d'un référendum sur le « Partenariat » - dont l'issue ne fait guère de doute... ■

PHILIPPE REGNIER

## FWB Débat sur « l'autre accord »

**S**urprise, désolation et regret. » Invité de marque lundi au parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles, le Québécois Pierre-Marc Johnson a été franc sur la réaction canadienne après le vote la semaine passée par le Parlement wallon d'une résolution contre l'Accord économique et commercial global (connu sous son acronyme anglais Ceta). Ex-négociateur du Québec dans la négociation de cet accord conclu en 2013 par l'Union européenne et le Canada, Pierre-Marc Johnson et l'ambassadeur du Canada Denis Robert, invité comme lui lundi de la commission des Relations internationales du Parlement de la FWB, ne seront plus surpris mercredi.

Les deux représentants canadiens étaient venus répondre aux

questions et défendre l'accord. Avec un premier argument capital pour eux, à un moment où l'opposition contre le TTIP ne fait que monter. « *Nous ne sommes pas les États-Unis, et le Ceta n'est pas le TTIP* », a lancé M. Robert.

### Ceta, TTIP, le même moule

Mais il reste difficile, probablement impossible, d'arracher le Ceta aux turbulences qui entourent le TTIP, puisque les deux accords sortent du même moule. Un contexte bien résumé par la députée Marie-Dominique Simonet (CDH) : « *Entre TTIP et Ceta, il y a unité de temps, d'action et de lieu.* » Le Ceta, déjà conclu mais non ratifié par l'UE, fait donc bien l'objet des mêmes

critiques adressées au TTIP en cours de négociation. Dont en

première ligne le mécanisme spécial pour juger des plaintes d'investisseurs contre des États, et le principe des listes négatives. Celui-ci oblige les partenaires à lister les exceptions à la libéralisation, plutôt que les domaines libéralisés.

Croyant peut-être mieux circonscrire le débat, Pierre-Marc Johnson a plutôt aidé à en définir le vrai enjeu : « *Un accord de libre-échange ne s'occupe pas de la répartition des richesses. Cela, c'est pour les parlements nationaux.* » « *Eh bien justement, nous comme parlementaires, c'est cela qui nous intéresse* », lui répondait la députée Hélène Ryckmans (Ecolo). Marie Arena (PS), qui siège à la commission du Commerce international au Parlement européen, venait d'expli-

quer en quoi le Ceta et le TTIP, qui visent à libérer le commerce des normes réglementaires, vont à l'encontre de l'intérêt général : « *Une norme est établie pour faire l'équilibre entre l'économie et les effets non souhaités qu'elle produit, notamment sur l'environnement, le droit du travail ou la protection du consommateur.* »

Mercredi, le parlement francophone votera sur le Ceta. « *Votre avis semble déjà fait* », lâchait, résigné, Pierre-Marc Johnson. Reste aux partisans de l'accord d'espérer que les parlements fédérés de Belgique n'aient pas à le ratifier. Mais ce point reste encore à éclaircir. ■

JUREK KUCZKIEWICZ

### MODE D'EMPLOI

#### Un accord de libre-échange ambitieux et critiqué

Le « TTIP », est le sigle anglais, en vogue dans le microcosme européen, pour « Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement ». Le projet est négocié entre l'Union européenne et les États-Unis depuis l'été 2013. Côté européen, c'est la Commission européenne qui traite au nom des 28 États membres de l'UE, sur la base d'un mandat délivré à l'unanimité par les gouvernements - celui d'Elio Di Rupo (PS), pour la Belgique.

Officiellement, cet accord entre les deux principales économies mondiales est censé favoriser la relance économique et

la création d'emplois. En « boostant » le libre-commerce des biens et des services, en éliminant les droits de douane qui subsistent de part et d'autre de l'Atlantique, et en rapprochant les réglementations et normes respectives, pour faciliter le commerce et l'investissement.

Mais ce enjeu géopolitique laisse de marbre ses critiques, qui redoutent que la protection des consommateurs, de la santé, de l'environnement, des travailleurs finissent sacrifiés sur l'autel du *big business*. Et que seules les grandes entreprises sortent gagnantes de cette consolidation transatlantique.

PH.R.